

**Séance ordinaire du
mardi 17 juillet 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri de VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

Absents :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Excusés : Robert BEAUFILS, Patrick VIGNAL.

**Convention constitutive de groupement de commandes entre la Commune de
Montpellier,
Et Montpellier Méditerranée Métropole pour la passation et l'attribution d'un
marché de service de ' Transport de personnes pour les agents en situation de
handicap de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole. '**

La transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole a entraîné un important transfert de compétences et a renforcé les interactions entre les projets menés par la structure intercommunale et les municipalités, et notamment avec la ville centre, Montpellier.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont mutualisé leur gestion des ressources humaines au sein d'un pôle commun Ressources Humaines et Relations Sociales.

Cette évolution s'inscrit dans la démarche de convergence des organisations et des services actuellement mise en œuvre entre les deux structures.

Cette évolution de la politique des ressources humaines nécessite de développer une réflexion commune sur le maintien dans l'emploi des agents en situation de handicap et notamment la prise en charge de certaines actions relevant de cette problématique.

Préalablement à cette mutualisation, chaque entité a conclu ses propres marchés de transport de personnel en situation de handicap.

Ces derniers arrivent à échéance le 30/09/2018.

Dans cette optique de mutualisation et de rationalisation, il apparaît opportun de lancer une consultation conjointe pour que le Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales n'ait qu'un seul prestataire à faire intervenir dans le cas où le transport d'un agent communal ou métropolitain en situation de handicap serait nécessaire.

Il est donc envisagé de créer un groupement de commande entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion d'un appel d'offre (accord cadre à bons de commande) pour assurer le transport de personnes pour les agents en situation de handicap de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole.

Ce marché est conclu sans minimum ni maximum.

Il sera conclu pour une durée d'un an reconductible 3 fois.

La Ville de Montpellier sera désignée en qualité de coordonnateur du groupement, objet des présentes. Elle sera chargée de la passation du marché jusqu'à sa notification.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, seront chargées, chacun pour la partie qui la concerne, de l'exécution financière du marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- approuver le principe d'un groupement de commandes avec la Ville de Montpellier pour la passation d'un appel d'offre (accord cadre à bons de commande) pour assurer le transport de personnes pour les agents en situation de handicap de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville au chapitre 920 ;
- autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer la convention de groupement de commandes et plus tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 23 juillet 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet convention groupement de commande

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20180717-47073-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 23/07/18
Réception en Préfecture : 23/07/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.